



Perspectives du développement mondial 2012 : La cohésion sociale dans un monde en mutation

Résumé en français

- De profondes transformations sont à l'œuvre sur l'ensemble de la planète depuis le début du nouveau millénaire. On parle de « basculement de la richesse » pour désigner un phénomène par lequel le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace progressivement d'ouest en est et du nord au sud. Il en résulte une nouvelle géographie de la croissance. Ce nouveau scénario s'accompagne d'opportunités, mais dresse aussi des obstacles considérables pour la création de sociétés cohésives.
- Le présent rapport examine la cohésion sociale dans les pays en développement à croissance rapide, et formule à l'intention des autorités des recommandations sur les moyens de la renforcer. Une société cohésive œuvre au bien-être de tous ses membres, lutte contre l'exclusion et la marginalisation, crée un sentiment d'appartenance, favorise la confiance et offre à ses membres la possibilité de s'élever socialement. Ce rapport s'intéresse à la cohésion sociale sous trois angles différents, mais d'importance égale : l'inclusion sociale, le capital social et la mobilité sociale.
- Le Rapport avance que la cohésion sociale est un objectif intrinsèquement très important et qu'elle contribue également à la préservation de la croissance économique sur le long terme. Les trajectoires de croissance s'accompagnent de fortes inégalités sociales et d'une exclusion de grande ampleur, ce qui laisse peu de place à l'expression des opinions divergentes. Ce rapport souligne la nécessité de coordonner l'élaboration des politiques publiques dans différents domaines : budget et fiscalité, emploi, protection sociale, participation citoyenne, éducation, égalité entre les genres et migrations. Parce que ces politiques interagissent toutes dans leurs effets sociaux, il faut les concevoir les unes en fonction des autres.

Le basculement de la richesse engendre des opportunités propices à la cohésion sociale...

Sur la dernière décennie, les pays en développement dans leur ensemble ont bénéficié d'une amélioration de leur situation économique, après 20 années d'opportunités manquées et de performances décevantes. Au cours des années 2000, et pour la première fois depuis de nombreuses décennies, les pays en développement pauvres ont enregistré une croissance plus rapide que les économies à revenu élevé : 83 pays en développement ont atteint un taux de croissance par habitant équivalant au double de celui des pays de l'OCDE (ces pays en développement sont des « pays convergents » selon la définition donnée dans les *Perspectives du développement mondial 2010*), contre seulement 12 dans les années 90. Cependant, à l'échelle mondiale, les années 2010 se sont ouvertes sur des perspectives de croissance plus sombres que celles de la décennie précédente. En effet, en pleine phase de sortie de crise, la croissance s'est arrêtée dans les économies avancées. Avec un environnement international moins favorable, la nouvelle décennie pourrait mettre à l'épreuve la solidité des nouveaux moteurs de la croissance et compromettre le basculement de la richesse.

Dans les années 2000, une cinquantaine de ces économies en développement ou émergentes ont affiché un taux moyen de croissance par habitant supérieur à 3.5 % par an. Aujourd'hui, à travers le monde, sur les 2 milliards de personnes qui vivent avec un revenu compris entre 10 et 100 USD par jour (les classes moyennes), près d'un milliard habitent dans des pays convergents. Ce nombre devrait dépasser les 3 milliards en 2030. Les taux de croissance élevés génèrent de nouvelles ressources qui pourraient servir à promouvoir et à financer un processus de croissance plus inclusif, tenant compte, en particulier, des attentes des classes moyennes émergentes et de leur contribution à la cohésion sociale.

...mais aussi des problèmes nouveaux

Pendant une période de croissance rapide, les transformations économiques et sociales engendrent des tensions nouvelles auxquelles les États doivent faire face : creusement des inégalités de revenus, mutation structurelle et attentes croissantes des citoyens vis-à-vis de leur niveau de vie et de leur accès aux opportunités. En effet, à mesure que les habitants d'un pays à croissance économique rapide veulent leur part des bienfaits de cette croissance, ils deviennent de plus en plus exigeants concernant leur niveau de vie actuel et futur. La classe moyenne émergente se comparant de plus en plus à la classe moyenne des économies avancées, on peut s'attendre à ce que ses schémas de consommation évoluent et qu'elle demande de plus en plus des services de qualité. Pour autant, l'amélioration du revenu, de l'état de santé et du niveau d'études ne se traduit pas forcément par une plus grande satisfaction de vie, ainsi que le montre le recul de cet indicateur observé dans certains pays à croissance forte, tels que la Thaïlande et la Tunisie. L'État ne doit pas négliger les efforts de ces classes moyennes émergentes, ni sous-estimer leur capacité à mobiliser pour exercer des pressions en faveur d'une gouvernance plus ouverte et plus transparente, ou de services de meilleure qualité.

Dans ce contexte, le renforcement de la cohésion sociale devient un objectif crucial pour les pouvoirs publics. Un État qui ne tient pas compte des questions liées à la cohésion sociale risque de voir apparaître des troubles sociaux et de mettre en œuvre des mesures inefficaces. Les événements récents (depuis le mouvement en faveur de la démocratie en Thaïlande en 2010 jusqu'aux révolutions du Printemps arabe) corroborent la théorie selon laquelle il ne suffit pas d'instaurer un cadre général technocratiquement satisfaisant si, dans le même temps, on ne prend pas en considération les revendications des citoyens qui réclament des processus politiques inclusifs.

Les politiques publiques peuvent faire la différence

Si une forte croissance entraîne de nouveaux défis pour les pays convergents, nombre d'éléments montrent que les politiques publiques peuvent faire la différence. Les politiques de redistribution en constituent un puissant exemple. Les pays de l'OCDE, qui affichaient au départ des inégalités de revenu marquées, redistribuent le revenu par le biais des impôts et des transferts, tandis que, dans nombre de pays en développement (comme ceux d'Amérique latine), la fiscalité et les transferts ont un impact nettement plus limité sur la distribution du revenu.

Le renforcement de la cohésion sociale requiert une vision et un engagement de long terme. Si certaines interventions publiques ou réformes peuvent produire des résultats assez rapidement, d'autres ne portent leurs fruits

que sur la durée. Ainsi, si l'on veut bâtir un système éducatif plus inclusif, qui permette d'accroître le niveau d'études des personnes défavorisées et le niveau moyen d'instruction, il faudra plusieurs années avant que l'on n'observe une augmentation de la mobilité sociale intergénérationnelle. Ce type de vision et d'engagement de long terme nécessite également un environnement macroéconomique stable.

La coordination des politiques publiques entre plusieurs secteurs pose un problème non négligeable. Les outils qui facilitent la coordination sont par exemple les groupes ou commissions interministériels ou encore l'évaluation ex ante de l'impact des lois et la budgétisation horizontale thématique. Ainsi, l'élaboration de budgets sexospécifiques contribue à l'objectif d'égalité des sexes car elle cible les interventions nécessaires pour remédier aux écarts entre hommes et femmes au niveau des politiques sectorielles, ainsi que dans les politiques, plans et budgets des autorités locales.

Domaines clés pour la cohésion sociale

La politique budgétaire

Un espace budgétaire accru ouvre une fenêtre d'opportunités pour le développement et pour un renforcement de la cohésion sociale dans les pays en développement. Pour que ces opportunités se concrétisent, des réformes de la politique budgétaire sont toutefois nécessaires. Les bénéfices exceptionnels et les ressources issues du basculement de la richesse constituent une manne qui doit permettre de financer des programmes sociaux. Mais ce n'est pas l'unique critère : les programmes doivent en outre être supportables financièrement et durables. À cet égard, il est donc critique de garantir la viabilité financière à long terme des programmes sociaux, ce qui est un objectif insaisissable étant donné la volatilité des recettes due aux fluctuations des cours des matières premières et le risque d'épuisement des ressources naturelles non renouvelables. Les pays convergents ont augmenté progressivement leurs recettes fiscales qui sont passées en moyenne de 20% du PIB en 2000 à 27% en 2008. Cependant, les recettes fiscales restant modestes dans les économies convergentes par rapport aux pays OCDE à revenu élevé où elles sont en moyenne supérieures à 35% du PIB, il existe donc une marge pour procéder à des réformes de la fiscalité qui élargiront l'assiette fiscale ou relèveront les taux d'imposition.

Cependant, le faible niveau de confiance de la population à l'égard de la collecte des impôts et de la manière dont les recettes sont dépensées sape souvent les réformes qui considèrent les impôts indépendamment des dépenses complémentaires et de la réforme des institutions. Un certain nombre de facteurs sociaux ont une incidence significative sur le manque de légitimité de l'État, en particulier en ce qui concerne la politique budgétaire. Il peut en résulter des recettes moindres et des politiques budgétaires généralement moins efficaces pour remédier aux inégalités et créer des opportunités de progression sociale. En outre, même dans les pays dotés d'institutions démocratiques officielles, si de vastes pans de la population sont exclus du processus politique ou ont peu accès aux instruments collectifs qui permettent d'influencer la politique publique, la politique budgétaire a tendance à refléter les intérêts des élites et des groupes de pressions puissants.

Des institutions économiques et budgétaires qui dissocient les dépenses de la volatilité des recettes courantes sont essentielles si l'on veut que les politiques de cohésion sociale bénéficient d'un financement durable. La politique budgétaire au niveau macroéconomique a un rôle important à jouer car elle doit créer les conditions d'un espace budgétaire suffisant et prévisible afin de financer les dépenses de développement prioritaires destinées à la cohésion sociale, qu'il s'agisse de pensions, d'allocations chômage ou de programmes d'emploi des jeunes. Les règles budgétaires qui obligent l'État à économiser en période de croissance pour pouvoir poursuivre les investissements publics pendant les phases de ralentissement économique peuvent être fondamentales. De même, les fonds souverains peuvent aider les exportateurs de matières premières non renouvelables et accroître les recettes liées aux ressources naturelles sur la durée et entre les générations.

La réforme de l'administration fiscale constitue un autre puissant moyen de renforcer l'équité, la transparence et la discipline fiscale dans les pays en développement. Cependant, pour qu'elle soit efficace, elle doit s'inscrire dans un effort coordonné visant à renforcer le contrat social. Les réformes, telles que la mise en place d'agences semi-autonomes de recouvrement de l'impôt, auront un impact plus fort si elles s'accompagnent d'une réforme de la politique de dépenses. Le renforcement de l'efficacité et de la transparence du recouvrement de l'impôt doit aller de pair avec une amélioration des services publics. Cet échange budgétaire, c'est-à-dire le lien entre les services reçus en échange des impôts versés, est essentiel si l'on veut créer un cercle vertueux de discipline fiscale et de prestation de services.

Emploi et protection sociale

La profonde mutation imputable au basculement de la richesse nécessite de mettre en place des institutions du marché du travail qui puissent faciliter la fonction de fixation des salaires, mais aussi la fonction distributive et allocative des marchés. Les réformes qui instaurent des garanties pour les travailleurs et des systèmes de négociation collective peuvent tout d'abord créer des institutions qui aideront les marchés à adapter plus aisément les prix à la nouvelle configuration des marchés du travail, tout en veillant à ce que les salaires reflètent les gains de productivité. Mais protéger les travailleurs ne signifie pas protéger les emplois : dans les pays émergents où les dispositifs de protection sociale sont matures, il est possible de privilégier la sécurité du revenu via la protection sociale plutôt que via la sécurité de l'emploi, au moyen de l'assurance chômage et de l'aide sociale, ainsi que d'un soutien du revenu durant les périodes de chômage et pendant la vieillesse, et divers services publics, dont des soins de santé.

À court terme, les instruments plus traditionnels de la réglementation du marché du travail, en particulier le salaire minimum, tiennent une place prépondérante dans le débat sur la politique publique. Ce débat concerne aussi les pays à revenu faible d'Afrique subsaharienne et les pays pauvres d'Amérique latine. Le salaire minimum est un instrument utile pour améliorer la situation des travailleurs pauvres, y compris lorsque la législation instituant un salaire minimum est peu respectée. En effet, les majorations du salaire minimum ont aussi des répercussions dans le secteur informel, ce qui fait progresser les salaires dans l'ensemble de l'économie. Certains pays, à l'instar du Brésil, recourent très largement au salaire minimum pour accroître le niveau de vie des travailleurs. Néanmoins, le salaire minimum n'est pas un instrument ciblé, et ses effets secondaires sont très importants : mal utilisées, les fortes augmentations du salaire minimum peuvent se révéler coûteuses ou peser sur l'emploi. De plus, l'impact des évolutions du salaire minimum est réparti de manière inégale entre les travailleurs, en fonction de la capacité de contrôle et de sanction et de la segmentation du marché du travail. Le recours actif au salaire minimum dans l'optique d'améliorer les revenus ne doit donc pas se substituer à une politique sociale efficace ni à des réformes des institutions du marché du travail visant à ce que celles-ci remplissent efficacement leur rôle de fixation des prix.

Il convient d'évaluer ces institutions, et les systèmes de protection sociale, non seulement du point de vue de leur efficacité, mais également de leur capacité à éviter ou à atténuer le dualisme et la segmentation. Certaines innovations récentes (essor des transferts monétaires, conditionnels ou non, pensions sociales et nouvelles formes de couverture maladie) contribuent à réduire les écarts de protection sociale. Cependant, elles peuvent souvent engendrer une structure duale, dans laquelle les plus pauvres sont couverts par l'aide sociale et les plus riches par des dispositifs contributifs ou privés. Il en résulte un déficit de couverture pour une forte proportion des travailleurs à revenu intermédiaire du secteur informel. Si les institutions veulent produire des résultats plus équitables avec le moins de tensions possible, elles devront évoluer afin de mieux prendre en compte les réalités du marché du travail. De son côté, l'approche qui repose sur des droits universels dissocie la protection sociale de la situation d'emploi, et elle offre les meilleures perspectives en termes de niveau de couverture et d'incitations à travailler.

L'accès universel aux services sociaux de base n'est pas forcément possible à court ou moyen terme, mais les pouvoirs publics ont encore à leur disposition plusieurs instruments dont le coût est plus abordable. C'est le cas, par exemple, des transferts ciblés. Au Brésil, en Indonésie et au Mexique, ce type de dispositif a permis de couvrir jusqu'à un tiers de la population, et n'absorbe que 1 % du PIB. On peut en outre dissocier les systèmes contributifs et en faire bénéficier aussi les travailleurs qui ne sont pas encore couverts. C'est notamment ce que font les comptes épargne d'assurance chômage en Amérique latine.

Pour promouvoir la cohésion sociale à travers les services sociaux et d'autres programmes, il est nécessaire de disposer de ressources adéquates, et également d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Si l'on peut penser que l'État n'a pas les moyens de financer des mesures destinées à mieux répondre aux besoins de protection sociale, il faut aussi tenir compte du fait qu'il accorde souvent des aides substantielles ou effectue des transferts dont bénéficient des personnes qui ne font pas partie de la population pauvre. Ainsi, des instruments comme les subventions aux carburants ou aux denrées alimentaires peuvent être extrêmement coûteux et induire des distorsions considérables. C'est tout particulièrement vrai pour les subventions aux carburants, qui ont tendance à être fortement régressives.

Éducation

L'éducation forme une composante essentielle de toute politique de cohésion sociale, car elle a des répercussions sur les trois dimensions du triangle de la cohésion sociale. Lorsque l'ensemble de la population a accès à une éducation de qualité, l'école devient un important facteur d'égalisation des chances, et même les catégories défavorisées ont alors des possibilités de progresser sur l'échelle sociale. Les pays convergents doivent relever le niveau d'études de leur population, car c'est un moyen important de réduire à long terme les inégalités de revenus sur le marché, particulièrement si les rendements de l'éducation ont évolué sous l'effet du basculement de la richesse. Au-delà des taux d'inscription, il faut être attentif à la qualité de l'éducation, afin que les résultats éducatifs se traduisent

effectivement par des gains de productivité, de meilleures perspectives de croissance et des opportunités plus favorables sur le marché du travail.

Pour renforcer la cohésion sociale, il est en outre indispensable de veiller à ce que les enfants aient les mêmes chances de développer leur capital humain, quel que soit leur milieu socio-économique. Plusieurs types d'interventions peuvent permettre d'atténuer l'importance du milieu socio-économique et d'encourager tous les élèves, même ceux issus de familles défavorisées, à s'instruire davantage. Il est en particulier essentiel de réduire le plus possible les écarts dans la capacité des individus à tirer profit de l'éducation formelle. Certaines mesures qui ne sont pas liées à l'école, telles que les programmes de nutrition de la petite enfance ou d'éducation préscolaire, jouent ici un rôle clé : on estime que plus de 200 millions d'enfants n'atteignent pas leur potentiel de développement en raison d'un retard de croissance ou d'une carence en fer ou en iode.

De même, les instruments qui limitent les coûts d'opportunité de la poursuite de la scolarité peuvent améliorer le niveau d'études. L'abaissement du coût de la scolarité constitue un premier pas fondamental pour encourager les élèves à achever le cycle d'enseignement secondaire et faire progresser le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur. Les transferts monétaires conditionnels et les initiatives *Food for Education* sont deux instruments dont la capacité à améliorer le niveau d'études est avérée.

Les efforts qui visent à combler l'écart entre les sexes dans l'éducation sont particulièrement importants, car, au-delà de l'impératif qui consiste à donner aux garçons et aux filles un accès égal à l'éducation, ils peuvent permettre de mettre fin à la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. En effet, l'éducation maternelle a des effets positifs sur la santé et sur les futures opportunités offertes aux enfants. Et une politique scolaire ainsi que des équipements scolaires sensibles à la nécessité de donner des chances égales aux filles et aux garçons favorisent effectivement l'intégration sociale.

La scolarisation influe également sur la cohésion sociale, étant donné que l'école façonne et transmet des valeurs collectives qui sous-tendent le capital social et l'inclusion sociale. Les modalités de scolarisation sont importantes lorsqu'il s'agit de donner aux enfants le sentiment d'appartenance à la société. Il convient d'organiser la scolarité de façon à ce que davantage d'enfants de milieux défavorisés accèdent à l'école, ce qui rendra l'éducation plus inclusive. On peut aussi améliorer l'inclusivité en élaborant des programmes et des méthodes pédagogiques qui favorisent la diversité et la perception positive d'autrui à l'intérieur du système et de la société, et en particulier une meilleure intégration des minorités à l'école. Les pays qui affichent un meilleur taux d'inclusion scolaire sont aussi généralement ceux dans lesquels les différents groupes de la société se font davantage confiance. Qui plus est, les systèmes scolaires inclusifs ont tendance à produire de meilleurs résultats pédagogiques que les systèmes segmentés.

Genre

Malgré une croissance soutenue au cours des vingt dernières années, de nombreux pays n'ont pas réalisé d'avancées décisives dans l'amélioration de l'égalité entre les genres. Du fait de la dynamique culturelle et de leur place fondamentale dans les relations de pouvoirs existantes, il peut paraître insurmontable de remettre en cause les institutions sociales discriminantes. Il est donc crucial d'instaurer des incitations au changement dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de l'entrepreneuriat, par exemple en veillant à ce que les femmes puissent plus facilement accéder au crédit et à la technologie et à ce que les transferts sociaux conditionnels visent précisément à transformer les institutions sociales discriminantes telles que le mariage forcé ou précoce.

Pour remédier à ces facteurs d'inégalité d'origine institutionnelle, il est impératif de commencer par encourager les activités productives des femmes en leur accordant des droits de propriété et des droits successoraux garantis. En effet, lorsqu'elles ne disposent pas d'un accès suffisant aux ressources, les femmes et les jeunes filles sont moins à même de gagner un revenu pérenne, ce qui peut les pousser à accepter un emploi précaire ou mal rémunéré. De plus, le manque d'accès à la terre et à la propriété foncière peut mettre en péril la sécurité alimentaire des ménages, accentuer la vulnérabilité des femmes face à la pauvreté et à la violence, empêcher ces dernières d'obtenir un crédit bancaire ou des services financiers et réduire leur pouvoir de décision.

Migration

La migration Sud-Sud, c'est-à-dire entre pays en développement, s'est nettement intensifiée et diversifiée au cours des deux dernières décennies, et cette tendance devrait s'accroître à l'avenir. Cependant, l'intégration des immigrants est problématique non seulement dans les pays riches, mais aussi dans les pays pauvres. L'expérience des économies émergentes est symptomatique des difficultés que pose cette intégration dans tous les pays d'immigration. Si les immigrants se heurtent aux mêmes problèmes que la population autochtone, ils sont de surcroît souvent privés d'un accès à des services publics décentes. Si, dans les pays d'accueil aux ressources limitées, la population s'inquiète de

voir les pouvoirs publics élaborer des mesures spécifiquement destinées à éviter l'exclusion sociale des immigrants, l'histoire de l'intégration dans les pays de l'OCDE montre que, plus tôt les pays d'accueil s'attaquent à cette question, plus les interventions publiques ont des chances de réussir.

Les mesures de cohésion sociale liées à la migration doivent aller au-delà des dispositions anti-discrimination. En particulier, un processus d'intégration harmonieux doit prévoir une panoplie complète de mesures visant la situation sociale, l'emploi, l'éducation et le logement. Il convient également de s'efforcer d'améliorer la perception que les autochtones ont des immigrants. Les politiques publiques doivent prévenir l'exclusion sociale des immigrants ou y remédier, car cette exclusion demeure le principal obstacle à une intégration complète ; elles doivent favoriser l'instauration de relations positives entre les immigrants et la population locale et, enfin, promouvoir la mobilité sociale des immigrants en améliorant leur mobilité sur le marché du travail, en facilitant l'entrepreneuriat, en faisant mieux correspondre leurs qualifications aux besoins et en les incitant à se former.

Concevoir et mettre en œuvre une politique de cohésion sociale

La participation citoyenne, un objectif inclusif

Pour assurer la cohésion et la stabilité de la société, il est fondamental de ménager un espace permettant aux opinions divergentes de s'exprimer. Il est de plus essentiel de s'appuyer sur la participation citoyenne et sur des mécanismes de dialogue politique pour maintenir la croissance. Ce constat est particulièrement vrai à l'heure du basculement de la richesse, où l'accélération de la croissance économique et la dislocation du tissu social appellent des réponses innovantes. Pour la cohésion sociale, le processus d'élaboration des politiques compte tout autant que les politiques elles-mêmes. La cohésion sociale a en effet tout à gagner d'un processus d'élaboration des politiques publiques inclusif et coordonné.

Une élaboration inclusive des politiques publiques intègre le point de vue de toutes les parties prenantes, depuis celles qui les mettront en œuvre jusqu'à celles qui en bénéficieront. Les mesures qui sont adoptées lors d'un tel processus sont considérées comme plus légitimes et recueillent davantage l'adhésion des citoyens, ce qui se révèle déterminant pour leur efficacité. La promotion de la participation citoyenne et de la décentralisation pourrait considérablement contribuer à améliorer la prestation des services et constitue une évolution intrinsèquement salutaire. De même, les femmes sont des agents du changement primordiaux, et leur pleine participation à la vie démocratique est un objectif de premier plan.

La mise en œuvre d'une politique de cohésion sociale requiert une administration efficace et une coordination de l'action entre de multiples domaines d'intervention. La réussite de l'action publique passe par des institutions solides et un service public de qualité. Dans un premier temps, les pays doivent s'attacher à renforcer leur fonction publique et la qualité de leur réglementation, notamment en améliorant la gestion des ressources humaines et en adoptant des mécanismes de budget d'exécution. Deuxièmement, ces pays doivent instaurer une coopération horizontale entre les ministères, car l'efficacité de chaque intervention dépend de celle des autres. Troisièmement, de nombreuses économies émergentes et en développement sont en train d'étoffer leurs capacités institutionnelles en décentralisant et en renforçant les capacités locales, mais ces mesures sont loin d'entraîner automatiquement des effets bénéfiques. La participation de multiples acteurs à différents niveaux de gouvernement suppose de négocier les rôles de chacun afin de veiller à ce que tous assument leurs responsabilités. En résumé, étant donné la complexité des liens entre les différents domaines d'intervention, les pays doivent se doter d'outils de coopération verticale et horizontale, et le gouvernement central doit prendre la direction active des opérations. Il faut du temps pour mettre en place des institutions, et donc la mise en œuvre d'une politique de cohésion sociale demande un engagement de longue haleine.

Des données, des évaluations et des politiques de meilleure qualité

L'élaboration des politiques doit également se fonder davantage sur les données factuelles. Les politiques économiques et sociales destinées à favoriser la cohésion sociale en pratique ont besoin d'un cadre pour des évaluations ex ante et ex post de leur impact : renforcent-elles ou réduisent-elles l'exclusion sociale ? Encouragent-elles la confiance et la participation citoyenne ? Contribuent-elles à renforcer la mobilité sociale ? Le suivi et l'évaluation des politiques de cohésion sociale qui peuvent répondre à ces questions ont besoin de données nouvelles. Comme le préconise le rapport de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2009, la mesure du progrès doit comporter des indicateurs autres que la croissance du PIB afin de rendre compte d'autres dimensions du bien-être. Pour une évaluation plus efficace, les mesures absolues et objectives du progrès doivent être complétées par des mesures relatives et subjectives.

Les efforts de collecte des données permettant de calculer ces indicateurs se concentrent actuellement sur les pays développés et proviennent essentiellement d'organismes privés. La comparabilité, la disponibilité et la qualité des

données pourraient être améliorées si les instituts statistiques nationaux les recueillaient, eux aussi. Cependant, le potentiel de ces données ne peut être pleinement exploité qu'à condition i) qu'il existe des normes internationales de collecte des données, ii) que le renforcement des capacités statistiques soit facilité dans les pays qui en ont besoin et iii) que les données soient, dans la mesure du possible, rendues publiques.

Perspectives : La cohésion sociale pour une croissance pérenne

La transformation des pays engendrée par leur intégration dans l'économie mondiale offre des possibilités sans précédent de favoriser la cohésion de la société. La présence de ressources budgétaires plus abondantes peut servir à développer des systèmes de protection sociale qui couvrent tous les pans de la population. Si l'on parvient à changer les institutions discriminatoires à l'égard des femmes dans certains pays, ce pourrait être une source d'inspiration pour d'autres. Dans une économie mieux intégrée, il devient impératif de développer un modèle d'éducation qui permette une mobilité sociale ascendante.

Promouvoir la cohésion sociale, ce n'est pas promouvoir une vision apolitique des défis qui se posent à la société. L'encourager comme un objectif général ne sera possible que si les principaux acteurs de la société (les autorités, les organisations professionnelles et la société civile) sont engagés et travaillent activement ensemble pour mettre en œuvre une action collective. Les donateurs peuvent apporter leur contribution en aidant à développer un environnement dans lequel les individus peuvent participer activement et ont voix au chapitre, et où les pouvoirs publics doivent rendre des comptes. Le processus de transition que connaissent aujourd'hui de nombreux pays convergents est susceptible d'être chaotique et source de conflits. Néanmoins, s'il est géré prudemment, il permettra de remédier à des inégalités ancrées, de développer un système de protection sociale plus inclusif, de créer un sentiment d'appartenance et, ainsi, de renforcer le potentiel d'une trajectoire de croissance durable.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75116
Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights

